

[Visualiser l'article](#)

## 900 acteurs de la formation réunis à Biarritz, unanimes sur le bien-fondé d'une réforme

L'Université d'hiver de la formation professionnelle s'est tenue du 31 janvier au 2 février. Cette quizième édition aura été marquée par l'attentisme.



La 15<sup>ème</sup> édition de l'Université d'hiver de la formation professionnelle s'est tenue du 31 janvier au 2 février 2018 au Palais des Congrès-Casino de Biarritz. Centre Inffo

Neuf cents acteurs de la formation professionnelle se sont réunis du 31 janvier au 2 février 2018 à Biarritz à l'occasion de la 15<sup>ème</sup> Université d'Hiver de la formation professionnelle organisée par Centre-Inffo. Etaient présents les partenaires sociaux, les OPCA, Pôle emploi, l'Association pour l'emploi des cadres (APEC), les représentants des pouvoirs publics et les entreprises. Un moment particulier pour ce secteur puisque que le gouvernement a enclenché une réforme de la formation professionnelle à l'automne 2017 et que les négociations avec les partenaires sociaux ont pris du retard. En marge des conférences et des ateliers, on sentait les professionnels dans l'attente et l'incertitude.



[Visualiser l'article](#)

La ministre du travail, Muriel Pénicaud, a tenu à être présente à la fin de la première journée de cette Université, où elle a justifié la nécessité de réformer. « La connaissance et les compétences sont des armes de paix », indispensables pour répondre aux défis d'aujourd'hui et conserver le niveau de compétitivité de la France, a-t-elle déclaré. Selon elle, la formation qui permet d'augmenter les compétences constitue l'un des principaux leviers contre le chômage de masse. Pour souligner l'urgence à légiférer, elle a rappelé que 50% des métiers allaient être profondément impactés par la révolution numérique et l'automatisation. « L'investissement dans les compétences devient plus que jamais stratégique », a-t-elle martelé.

Estelle Sauvat, nommée en novembre 2017 haut-commissaire à la transformation des compétences, a présenté le Plan investissement en compétences (PIC), qui vise à former en cinq ans un million de demandeurs d'emploi et un million de jeunes décrocheurs. Mais elle est restée assez floue sur son financement (15 milliards d'euros prévus), ainsi que sur son déploiement. Elle sera aussi chargée de mettre en place une application numérique du compte personnel de formation (CPF), amené à évoluer avec la réforme à venir.

#### Innovation et simplification

Les débats et ateliers placés sous le thème de l'innovation ont évoqué pêle-mêle la nécessité d'une simplification, d'une meilleure lisibilité et accessibilité à la formation, notamment pour les publics les plus fragiles ou en zone rurale. Muriel Pénicaud a rappelé que la formation professionnelle ne bénéficiait actuellement qu'à un ouvrier sur trois et un chômeur sur dix. Les acteurs de la formation ont tenu à montrer qu'ils savaient innover dans leurs pratiques pédagogiques et qu'ils avaient pour certains engagé leur propre transformation numérique. Les participants aux débats ont aussi parlé « labellisation ».

L'importance de la formation pour les entreprises, qu'elle soit externalisée ou réalisée en situation de travail (tutorat, compagnonnage, etc.) a évidemment été réaffirmée. Les régions ont insisté sur l'importance de la formation comme facteur d'attractivité des territoires. La maîtrise des coûts était au centre des débats.

L'inefficacité du millefeuille des dispositifs (CEP, CPF, CIF...) a réuni tout le monde. De cette Université d'hiver marquée par l'attentisme restera toutefois quelques mots d'ordre : une formation centrée sur l'utilisateur et non plus sur les dispositifs, une formation qui respecte la volonté d'autonomie et de liberté du salarié tout en soulignant l'importance de l'accompagnement et de la personnalisation. Cette Université aura aussi été l'occasion de rappeler que la formation professionnelle est un secteur qui pèse lourd tant en emplois qu'en budget. Le projet de loi est très attendu par tous.